

Situation économique

non seulement dans le reste du Canada, mais dans la province de Québec, et particulièrement à cette époque-ci. Si nous n'y réussissons pas ici, le Parti québécois le promettra à Québec.

● (1642)

Le Parti Québécois n'a qu'à démontrer que le chômage au Québec est le résultat de la faillite du régime fédéral. On remarquera peut-être que je ne manifeste pas autant d'ardeur que je le fais d'habitude à condamner le gouvernement de ses échecs, parce que le problème est plus grave encore. Ce n'est pas le gouvernement qu'on tiendra responsable; c'est le Parlement du Canada qu'on blâmera de ne pas avoir réussi à trouver des moyens d'atténuer le chômage sévissant au Québec.

Une bonne partie de ce chômage est dû à la concurrence qu'exercent les importations. Si nous ne réussissons pas à trouver un moyen de régler ce problème ici, nous offrirons effectivement aux Péquistes le genre d'armes dont ils auront besoin quand ils inviteront la population du Québec à se prononcer lors du référendum. Voici ce qu'ils diront: le gouvernement fédéral ne peut vous aider; vous n'avez plus rien à perdre, alors pourquoi ne pas voter pour nous? Si vous nous donniez le pouvoir que vous accordez au gouvernement fédéral, nous réglerions tous vos problèmes. Je parle ici du pouvoir de réglementer l'économie et de déterminer le niveau des importations, de la protection douanière et de décider d'une foule d'autres choses, notamment du niveau des réserves monétaires. Voilà ce que le Parti québécois espère tirer de la souveraineté du Québec et c'est ce genre d'argument qu'il présentera pour défendre la thèse de l'indépendance.

Tout cela signifie que, dans une très grande mesure, notre pays devra adopter une tendance plus protectionniste au moins jusqu'à ce que nous ayons résolu le problème du chômage. La plupart des citoyens ne se soucient pas de la signification du mot «protectionniste». Il y a peu de temps, lors d'une séance d'un comité, j'ai demandé au ministre de l'Industrie et du Commerce de dire au comité quelle était la ligne directrice que suivaient nos négociateurs à la conférence de Genève, c'est-à-dire s'ils favoriseraient le libre-échange ou le protectionnisme; le ministre a répondu qu'ils favoriseraient «des échanges justes». Le tout est de savoir ce que cela signifie.

Le parti auquel j'appartiens, qui a, je pense, jusqu'ici toujours défendu le libre-échange plutôt que le protectionnisme, en est venu à la conclusion qu'étant donné le chômage inadmissible que nous connaissons, nous devons adopter une position plus protectionniste. Nous devons en fait protéger nos industries. Certains députés qui siègent à ma droite ont dit que les Canadiens n'étaient bons qu'à couper du bois et à puiser de l'eau, mais nous n'avons même plus cette possibilité. Nous avons pris l'habitude de vendre nos matières premières à l'étranger, au détriment de notre industrie de transformation. Mais ces matières premières ne se vendent plus aussi facilement sur les marchés mondiaux.

Nous pouvions nous vanter à une époque que, lorsqu'un pays avait besoin de nickel, il devait s'adresser au Canada, que notre nickel serait toujours en demande. Mais aujourd'hui on a moins besoin de nickel et, lorsqu'on en a besoin, les acheteurs peuvent s'adresser ailleurs qu'au Canada. Il y eut une époque où nous pouvions nous vanter de posséder des réserves de pétrole et de gaz pratiquement inépuisables. Et c'est la même chose pour toutes les matières premières qui faisaient que nous

pouvions dire: «Avec toutes ces ressources naturelles nous n'avons pas à nous soucier de créer des emplois dans le secteur secondaire.» Nous pouvons les vendre, car la demande est illimitée.

Ma foi, monsieur l'Orateur, la demande mondiale n'est plus illimitée pour ces ressources et nos politiques antérieures à l'égard de l'exportation de nos ressources naturelles ont eu pour conséquence d'en épuiser un très grand nombre. De plus, l'épuisement de ces ressources nous a forcés à en chercher d'autres dans des endroits où l'exploitation coûte beaucoup plus cher, ce qui diminue notre compétitivité face à d'autres régions du monde. Nous ne pouvons même plus couper du bois et puiser de l'eau.

Il est beau et bon de parler de libre-échange et s'il y avait réellement libre-échange dans le monde, ce serait peut-être une possibilité. Malheureusement, sous bien des rapports, nous avons été la société la plus ouverte de toutes. Je n'aime pas à le dire, mais nous avons été la société la plus folle sous certains rapports. Nous avons conclu des accords commerciaux et, la plupart du temps, nous avons fait honneur à nos engagements de libre-échange, seulement, nous nous sommes aperçus que les autres pays avaient dressé ce qu'ils ont appelé des barrières non tarifaires. On retrouve dans presque tous les pays du monde toutes sortes de structures institutionnelles qui interdisent le libre-échange. Pourtant, la plupart de ces pays font semblant d'être en faveur du libre-échange.

J'ai écouté très attentivement un discours prononcé par les représentants de l'Association des fabricants d'appareils électriques et électroniques. On y disait que pratiquement tous les pays du monde protégeaient leurs fabricants de matériel électrique. Ce secteur est considéré comme un moyen d'expansion nationale et il est protégé de bien des façons. Les contrats ou les conditions sont rédigés de manière à ne laisser aucune chance aux soumissionnaires étrangers. Souvent le gouvernement est l'acheteur. Il y a des retards. L'expérience nous a prouvé même lorsque des entreprises canadiennes peuvent présenter à l'étranger une soumission avantageuse tant pour la qualité que pour le prix, elles n'obtiennent pas le contrat et il en va de même pour les sociétés étrangères qui veulent soumissionner au Canada. Nous jouons donc le jeu en prétendant que tout le monde peut soumissionner mais les autres pays ne suivent pas. Ils disent que tout le monde peut soumissionner mais ce sont leurs entreprises qui obtiennent les contrats. Bien des pays protègent leurs industries de base et il n'est pas question de libre-échange dans ces secteurs. Il existe encore certains pays qui laissent passer des matières premières en franchise. C'est qu'ils ont besoin de ces matières premières. Mais quand il s'agit d'articles fabriqués, on ne les accepte pas.

Toutefois, ce n'est pas le seul problème auquel fait face l'industrie manufacturière. Je dis simplement que nous nous faisons des chimères si nous croyons pouvoir négocier à ces conférences des domaines de libre-échange et faire des concessions dans l'espoir que nous obtiendrons le libre-échange. L'historique de nos expériences dans un régime de libre-échange au Canada ne nous incite pas à nourrir de grands espoirs à ce sujet. Considérons certaines choses qui se sont produites. Il y a des années—je regrette mais je ne sais pas précisément à quelle date, il y a environ 30 ou 40 ans—à la suite de pressions exercées par les agriculteurs canadiens, nous nous engageons dans le libre-échange de l'outillage agricole.